

*COMMUNE DE
DZAOUZDI-LABATTOIR*



Commune de Dzaoudzi-Labattoir

**Mairie de Dzaoudzi-Labattoir
Rue de l'hôtel de Ville B.P Dzaoudzi-Labattoir
97615 Labattoir
Tel : 0269601175**

**Marché de prestations
intellectuelles**

**CAHIER DES CLAUSES
PARTICULIERES**

Objet du marché ordinaire

**Mission de programmation et d'AMO d'un projet d'extension
de 4 salles de classe, une salle de motricité et un réfectoire
mutualisé
École Maternelle Labattoir 3 "Ali Baco Chaba"**

Numéro de Marché :

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET - DISPOSITIONS GENERALES	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	9
1-3. Contenu de la mission	9
1-4. Décomposition en tranches et en lots.....	10
1-5. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	10
1-6. Dispositions générales	10
1-7. Ordres de service.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	13
3-1. Rémunération	13
3-2. Règlements des acomptes	13
3-4. Paiement direct des sous-traitants	15
ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	15
4-1. Points de départs du délai.....	15
4-2. Délais et pénalités	17
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	17
5-1. Retenue de garantie	17
5-2. Avances	17
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
6-1. Définitions.....	18
6-2. Régime des connaissances antérieures.....	18
6-3. Régime des droits de propriété intellectuelle	18
ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE	18
7-1. Conditions d'exécution.....	18
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité	19
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	19
8-1. Admission des documents présentés par le prestataire	19
8-2. Garantie des prestations	20
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION	20
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
9-2. Résiliation	20

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21
---	----

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER. OBJET - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Cette mission de programmation a pour objectif de permettre au maître d'ouvrage de disposer des éléments fonctionnels et techniques nécessaires au lancement d'une procédure de conception et réalisation pour répondre au besoin de la commune de Dzaoudzi-Labattoir, Mayotte.

Le projet concerne :

- Une extension de 4 salles de classe à l'Ecole Maternelle Labattoir 3 Ali Baco Chaba
- Une salle de motricité à l'école maternelle Labattoir 5 Said Combo Yacout
- La construction d'un réfectoire mutualisé aux écoles Labattoir 3 EM, Labattoir 4 EE et Labattoir 5 EE / EM soit pour 48 divisions.

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

- **A - Mission 1** : Réalisation du préprogramme : Analyse du site et de son environnement, Analyse des besoins, définition des exigences environnementales, du profil environnemental, faisabilité et estimation ;
- **B - Mission 2** : Réalisation d'un programme technique détaillé, programme d'entretien & maintenance, programme performanciel, technique & environnemental
- **C – Mission 3** : Analyse dossier APS et APD ;

Le détail des missions :

A. Mission 1 - Réalisation du préprogramme

A1 – Réunion de cadrage /Analyse du site et de son environnement.

Lors d'une première réunion de cadrage, le maître d'ouvrage réunira les interlocuteurs internes, que le programmiste aura à solliciter dans le cadre de sa mission.

Le programmiste rassemblera les informations concernant le site sur lequel la construction sera réalisée (contexte général et particulier, histoire du site, descriptif du caractère archéologique du site, projets en cours et à venir, climatologie géologie, topographie, hydrologie, contraintes relatives à l'insertion dans le site, desserte transport, VL, assainissement, réseaux divers, etc.). Il identifiera l'ensemble des enjeux et contraintes, notamment réglementaires qui concerneront le projet.

Il définira le profil environnemental à atteindre, en accord avec les objectifs de la maîtrise d'ouvrage.

A2 - Analyse des besoins, définition des objectifs

Afin de répondre aux objectifs fixés par le maître d'ouvrage, le programmiste, après avoir identifié les futurs usagers du groupe scolaire et leurs besoins s'attachera à définir les objectifs particuliers du maître d'ouvrage concernant cet établissement en terme :

- De fonctionnement sur la base de la structure pédagogique élaborée par le maître d'ouvrage en lien avec les inspecteurs de l'éducation nationale ;
- De sécurité des biens, des élèves et du personnel ;
- D'accès et de surveillance ;
- De circulation à l'intérieur de l'établissement entre les différents éléments du programme ;
- D'accessibilité PMR ;
- De possibilités de mutualisation de l'utilisation de certains espaces avec d'autres services de la collectivité ou des associations
- De desserte véhicules (individuels, collectifs,) et piétonne. Une attention particulière sera portée sur l'analyse des flux (voitures, piétons, personnels, élèves et parents d'élèves, livraison réfectoire, ...) ;

Les différentes unités fonctionnelles seront décrites comme suit :

- Les fonctions à assurer,
- Les caractéristiques principales au regard des besoins exprimés,
- La liste des locaux.

Sur la base de ces éléments, le programmiste s'attachera à définir le schéma fonctionnel général du futur groupe scolaire et précisant les liens entre unités fonctionnelles et locaux en cohérence avec les objectifs définis plus haut.

Un récapitulatif des surfaces (utiles, plancher...) et caractéristiques principales des entités et espaces sera présenté.

Pour cette partie, le programmiste s'appuiera utilement sur la structure pédagogique

A3 - Exigences environnementales

Au-delà du rappel des exigences réglementaires requises, il s'agira d'accompagner le maître

d'ouvrage dans la définition de ses exigences particulières en termes de qualité environnementale du bâti. Le maître d'ouvrage confirme son souhait d'appliquer la charte Mayénergie. Il s'agira de définir en lien avec le maître d'ouvrage et son conducteur d'opération une stratégie environnementale et des objectifs environnementaux adaptés sur la base du référentiel HQE.

En priorité, seront traitées, les cibles surlignées en gras ci-dessous (cibles : 1, 4, 7, 9), le niveau de performance est à définir par le programmiste :

1. Relations du bâtiment avec son environnement immédiat

2. Choix intégré des produits, systèmes et procédés de construction
3. Chantier à faible impact environnemental

4. Gestion de l'énergie

5. Gestion de l'eau
6. Gestion des déchets d'activités

7. Maintenance - pérennité des performances environnementales

8. Confort hygrothermique

9. Confort acoustique

10. Confort visuel
11. Confort olfactif
12. Qualité sanitaire des espaces
13. Qualité sanitaire de l'air
14. Qualité sanitaire de l'eau

Le programmiste proposera un profil environnemental réaliste adapté, comprenant des objectifs à atteindre, avec des niveaux d'exigence précis, par cible. Ce profil prendra en compte le contexte local de Mayotte, et les expériences capitalisées sur les autres opérations conduites sur le territoire (*Étude thermique, simulation thermodynamique et étude des îlots de chaleur sur le collège de Majicavo, Test d'étanchéité sur Boueni*).

Il est essentiel d'être réaliste et opérationnel dans la définition du projet : maîtrise du budget et de la faisabilité technique, prise en compte de la logique de fonctionnement du bâtiment et des besoins des utilisateurs.

Cette mission d'analyse et de hiérarchisation des niveaux d'exigence sera associée à une évaluation des coûts engendrés. Une note financière sera produite.

Un tableau de bord sera proposé, et intégrera les éléments de suivi comme indiqué ci-dessous :

- Description de la cible et niveau de priorité,
- Niveaux d'exigence ou de performances,
- Liste des éléments demandés à la maîtrise d'œuvre pour le concours.

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la démarche environnementale intègre un volet suivi et évaluation du profil environnemental en phase étude PRO.

Les outils utilisés seront présentés au Maître d'ouvrage, au démarrage de chacune des missions.

A4 – Exigences architecturales

Au regard du contexte de cette opération et des objectifs définis, le programmeur accompagnera le maître d'ouvrage dans la définition des attentes en termes d'écriture architecturale.

A5 - Faisabilité et estimation

L'analyse de la faisabilité comprendra :

- La proposition de plusieurs (au moins deux) scénarios d'implantation en plan et coupe pour vérifier la faisabilité de l'opération,
- L'analyse avantages/inconvénients de chaque scénario au regard des besoins exprimés et exigences définies,
- L'estimation financière pour chaque scénario,
- Le planning d'opération,
- L'analyse environnementale au regard des cibles définies et des objectifs fixés (proposition d'une grille d'analyse),
- L'analyse de l'impact financier pour chaque cible HQE retenue.

B - Mission 2 - Programme Technique Détaillé, Entretien & Maintenance, Performanciel, Technique & Environnemental

B1 - Élaboration du Programme Technique Détaillé

Sur la base du scénario validé par le Maître d'ouvrage, en reprenant les éléments du préprogramme, le Programme Technique Détaillé précisera clairement :

- Les données et contraintes retenues,
- Les objectifs généraux retenus,
- Les options fonctionnelles et techniques retenues,
- Le type et le niveau d'exigence environnementale retenus,
- Les attentes architecturales retenues.

Des fiches détaillées seront réalisées pour chaque unité fonctionnelle et pour chaque local ou espace et préciseront :

- Les caractéristiques fonctionnelles,
- Les caractéristiques architecturales,
- Les caractéristiques techniques (murs, sols, plafonds, fluides, etc.)
- Les équipements et mobilier à prévoir.

B2 - Élaboration du Programme d'Exploitation & de Maintenance

En complément du PTD, le Titulaire devra fournir un PEM qui portera comme missions principales :

- Le suivi de la performance du bâtiment
- Le pilotage de l'activité de maintenance consistant en l'organisation, en l'ordonnancement des travaux, au contrôle de la prestation du Titulaire et au contrôle des prestations des partenaires sous-traitants du Titulaire
- La conduite des installations consistant en l'optimisation du fonctionnement des installations et en la surveillance des installations techniques et des ouvrages

- La maintenance et l'exploitation des installations, consistant à réaliser l'ensemble des actions de maintenance visant à maintenir les installations dans un état proche du neuf

B3 – Elaboration du Programme Performanciel

Ce document vient en complément du Programme d'Exploitation & Maintenance et peuvent se classer en trois types :

- La disponibilité qui sanctionne les anomalies dans le fonctionnement des équipements techniques du bâtiments (locaux et équipements)
- La maintenabilité qui sanctionne le non-respect des attendues des prestations d'exploitation-maintenance décrites dans le P.E.M
- La performance qui sanctionne la non-atteinte des objectifs de consommation et de confort

B4 – Elaboration du Programme Technique et Environnemental

- Prescriptions Haute Qualité Environnementale avec déclinaison des objectifs et exigences pour une opération exemplaire. Le choix du référentiel sera la charte May Energie.
- Les prescriptions réglementaires et techniques
- Fiches programmes des locaux :
 - Liste des locaux avec leurs fonctions
 - Exigences techniques

C- Mission 3 - Assistance au Maître d'Ouvrage jusqu'à l'APD

C1 - Analyse des esquisses des différents concepteurs

C2 - Analyse de l'APS afin de vérifier le respect du programme technique détaillé

Le titulaire du marché devra :

- Analyser et rédiger un rapport au regard des exigences générales de la programmation,
- Analyser et rédiger un rapport, concernant l'intégration des cibles environnementales définies, en phase APS.

C3 - Analyse de l'APD afin de vérifier le respect du programme technique détaillé

Il est demandé au programmeur d' :

- Analyser et rédiger un rapport au regard des exigences générales de la programmation,
- Analyser et rédiger un rapport, concernant l'intégration des cibles environnementales définies, en phase APD.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA) pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le maire de la commune de Dzaoudzi-Labattoir pour assumer les fonctions suivantes :
 - Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG) ;
 - Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement.
 - Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

Via la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>

1-3. Contenu de la mission

La mission confiée au programmeur est constituée des éléments de mission définis dans ce présent CCP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

1-3.1. Éléments de mission de base :

Le marché comporte 15 parties techniques désignées ci-après :

Désignation des parties techniques
A – Réalisation du préprogramme <ul style="list-style-type: none">• A1 Réunion de cadrage/Analyse du site et de son environnement• A2 Analyse des besoins• A3 Exigences environnementales

Désignation des parties techniques
<ul style="list-style-type: none"> • A4 Exigences architecturales et urbaines • A5 Faisabilité et estimation <p>B – Elaboration des programmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • B1 Élaboration du Programme Technique Détaillé • B2 Élaboration du Programme Entretien & Maintenance • B3 Elaboration du Programme Performance • B4 Elaboration du Programme Technique & Environnemental <p>C - Assistance au Maître d’Ouvrage jusqu'à l'APD</p> <ul style="list-style-type: none"> • C1 Analyse des esquisses des différents concepteurs • C2 Analyse de l'APS afin de vérifier le respect du programme technique détaillé • C3 Analyse de l'APD afin de vérifier le respect du programme technique détaillé

1-3.2. Missions complémentaires MC :

Sans objet.

1-4. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches et en lots

1-5. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion

1-5.1. Mesures de sécurité

Sans objet.

1-5.2. Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

1-5.3. Obligation de discrétion

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article

39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-6.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.6. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-7, Ordres de service

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi ;

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles, valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières au sens des articles R.2132-1 à R.2132-2 du code de la commande publique, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seule foi.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCP.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR ECOM2106874A) ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Rémunération

3-1.1. Généralités

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

3-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à dans l'acte d'engagement.

3-2. Règlements des acomptes

3-2.1. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au prestataire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-1 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission 1, 2 et 3 :

(1)	Exigibilité
60 %	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations.
40 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA et obtention de la/des autorisation(s) administrative(s) correspondante(s) à l'élément considérée.

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du prestataire (CMP article 91).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le prestataire indique le pourcentage d'avancement de l'élément de mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- Sur le site internet de l'INSEE ;
- Au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ;

Les primes, pénalités, retenues et indemnités ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la

formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Avec I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

:

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application du premier alinéa de l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

La TVA ne s'applique pas à Mayotte.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-11 et suivants du Code de la commande publique, complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est sa notification

4-1.Points de départs du délai

Partie technique		Point de départ du délai
A – Réalisation du pré-programme		
A1	Réunion de cadrage/Analyse du site et de son environnement	Date de la notification du marché.
A2	Analyse des besoins	
A3	Exigences environnementales	Date de l'accusé de réception par le prestataire du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le

A4	Exigences architecturales et urbaines	précèdent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
A5	Faisabilité et estimation	Date de l'accusé de réception par le prestataire du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
B – Elaboration des Programmes		
B1	Élaboration du Programme Technique Détaillé	Date de la décision de lancer l'élaboration du programme détaillé
B2	Élaboration du Programme Entretien & Maintenance	Date de la décision de lancer l'élaboration du programme technique détaillé
B3	Elaboration du Programme Performance	Date de la décision de lancer l'élaboration du programme technique détaillé
B4	Elaboration du Programme Technique & Environnemental	Date de la décision de lancer l'élaboration du programme technique détaillé
C - Assistance au Maître d'Ouvrage jusqu'à l'APD		
C1	Analyse des esquisses des différents concepteurs	Date à compter de l'accusé de réception par le prestataire des esquisses
C2	Analyse de l'APS afin de vérifier le respect du programme détaillé	Date à compter de l'accusé de réception par le prestataire de l'APS
C3	Analyse de l'APD afin de vérifier le respect du programme détaillé	Date à compter de l'accusé de réception par le prestataire de l'APD

4-2. Délais et pénalités

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 4-1 ci-dessus, le prestataire subit une pénalité journalière fixée à :

Partie technique	Délai	Pénalité journalière
A1/A2	2 semaines	100 €
A3/A4	2 semaines	100 €
A5	2 semaines	100 €
B1	3 semaines	100 €
B2	3 semaines	100 €
C1	2 semaines	100 €
C2	2 semaines	100 €
C3	2 semaines	100 €

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément à l'article R.2191-6 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

6-1. Définitions

Il est fait application de l'article 32 du CCAG.

6-2. Régime des connaissances antérieures

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché. Ces connaissances antérieures sont les suivantes : étude de faisabilité.

6-3. Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application de l'article 35 du CCAG.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont les suivants :

Chaque mission et sous mission feront l'objet d'un rapport remis en quatre exemplaires dont un reproductible, un sous format informatique compatible avec la suite OpenOffice, et un en format pdf.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Le titulaire du marché sera soumis à une obligation de réserve vis-à-vis des tiers dans tout le déroulement de son étude. Il devra s'abstenir de toute déclaration publique ou privée concernant l'étude qui lui est confiée. Il ne devra pas diffuser de documents sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Toute information, avis, conclusion, partiel ou total, devront n'être communiqués qu'au maître d'ouvrage qui se réserve le droit de s'opposer à un contact particulier.

Le titulaire du marché sera réputé prendre toutes dispositions pour mener à bien son étude dans les délais contractuels quels que soient les horaires et disponibilités des personnes ou organismes à contacter.

Tout incident survenu lors des entrevues, contacts, visites avec quiconque devra faire l'objet d'une information immédiate auprès du maître d'ouvrage.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire du marché pourra être invité à participer à diverses réunions ou présentations publiques ou privées concernant l'objet de l'étude, au cours desquelles il pourra être amené à intervenir pour faire part des résultats de l'étude.

Notamment, il aura à rapporter devant certaines commissions pour présenter le travail réalisé à la fin d'une mission ou d'une partie de l'étude.

Tout manquement à ces conditions d'exécution est de nature à justifier la résiliation du marché de la part du maître d'ouvrage sans qu'il puisse prétendre à indemnité.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'arrêter l'étude à l'issue de chaque mission décrites ci-dessus soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire du marché sans qu'il puisse être réclamer d'indemnités d'aucune sorte.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de la personne publique. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de la personne publique.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par la personne publique

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission des documents présentés par le prestataire

8-1.1. Nombre d'exemplaires

Les documents présentés par le titulaire sont remis au conducteur d'opération, en 4 exemplaires sur papier relié.

En complément de cet exemplaire les documents sont remis dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

8-1.2. Délais d'admission des documents

L'approbation consiste en l'acceptation par le RPA et le conducteur d'opération, des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG, le RPA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-3 du présent CCP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAG :

Code de la commande publique 1-6.3	déroge à l'article 9.2 du CCAG
Code de la commande publique 2	déroge à l'article 4.1 du CCAG
Code de la commande publique 4.2	déroge à l'article 14.1 du CCAG
Code de la commande publique 5-2	déroge à l'article 11.1 du CCAG
Code de la commande publique 8-1.3	déroge à l'article 29.3 du CCAG
Code de la commande publique 8-1.4	déroge à l'article 29.2.1 du CCAG
Code de la commande publique 8-2	déroge à l'article 30 du CCAG
Code de la commande publique 9-2	déroge à l'article 39.2 du CCA

Dressé par **Mairie de Dzaoudzi-Labattoir**
Le DST de la Ville de Dzaoudzi-Labattoir
Rue de l'Hôtel de Ville
BP 93 97610